



Religious, Charitable and Benevolent Organizations

Refunds

Revised
August 1990

131

CAZON
RU50
-057

PURPOSE OF THIS GUIDE

This guide provides information on the retail sales tax refunds available to religious, charitable and benevolent organizations on the construction or repair of real property.

REFUND ELIGIBILITY

To be eligible for a refund, a religious, charitable or benevolent organization must be registered under paragraph 110 (8) (c) of the Income Tax Act (Canada) and hold a registration number issued by Revenue Canada, Taxation.

An eligible organization can obtain a refund of the tax on materials becoming part of real property as a result of the construction or repair of certain buildings or other structures of the organization.

An eligible organization **cannot** obtain a tax refund with respect to a building or structure that is:

- a university or community college
- a publicly funded school
- a hospital or nurses residence, or
- owned or controlled by a municipality or the local board of a municipality.

CALCULATION OF REFUND

Work Performed by Members

When an eligible organization purchases the materials and its members perform the work, the organization can obtain a refund of the tax paid on the materials incorporated into real property.

Contract for Labour Only

When an eligible organization purchases the materials and hires a contractor to perform the work, the organization can obtain a refund of the tax paid on the materials incorporated into real property.

Contract for Labour and Materials

When an eligible organization contracts out the construction or repair project to a contractor who provides both labour and materials, the refund is calculated by applying a percentage to the total contract price. If not included in the contract price, the fees of the architect and engineer may be included in the amount on which the refund is calculated. On the other hand, the following costs should **not** be included and must be subtracted if they are included in the contract price:

- land or land improvement costs
- the value of performance bonds
- equipment rental charges
- charges for temporary facilities
- building permit fees
- demolition costs
- costs of free-standing equipment, or
- the cost of making, installing or repairing stained glass windows.

The refund is calculated by applying the following percentages to the total contract price after deducting the ineligible items referred to on the previous page.

Contract work completed before May 2, 1988:

- roads, multiply by 2.60%
- all other structures, multiply by 2.95%

Contract work completed after May 1, 1988:

- all structures including roads, multiply by 3.40%

REFUND TIME LIMIT

The Retail Sales Tax Act imposes a time limit for filing a refund application.

If the materials were purchased by the organization, the refund application must be **received** by the Retail Sales Tax Branch **within three years of the payment of the tax**.

If the work was performed by a contractor who supplied both labour and materials, the refund application must be **received** by the Retail Sales Tax Branch **within three years of the last payment on the contract**.

REFUND PROCEDURES

A refund application must be made by the governing body of the organization.

When a contract for the supply of labour and materials provides for progress payments to the contractor, the organization may submit periodic refund applications based on the progress payments.

Complete the form "General Application for Refund of Retail Sales Tax" available at any Retail Sales Tax Office.

It is important to state the charitable registration number assigned to the organization by Revenue Canada, Taxation.

The application must be supported by a schedule listing certain information. For a claim based on a percentage of the contract price, list:

- date of contract and the contract price
- contractor's name and address
- description of construction project
- architect's and engineer's fees, if not included in the contract price
- details of calculations made to arrive at the refund amount claimed.

For other claims, schedules are required when refunds are being claimed on more than one item. Each schedule should list:

- invoice date and number
- date invoice was paid
- amount of tax refund claimed
- name of supplier
- description and use of items claimed.

The amounts claimed on individual schedules must add up to the total amount of the claim.

Other documentation, such as invoices and cancelled cheques, should also be submitted with the claim or made available for examination. Indicate on the claim where the records may be viewed if there are too many records to enclose with the claim.

The information in this publication is only a guideline. For more specific information, please consult the Retail Sales Tax Act or contact your local Retail Sales Tax Office listed in the blue pages of your telephone directory.

Les renseignements contenus dans cette publication ne sont donnés qu'à titre indicatif; pour plus de détails, veuillez consulter la Loi sur la taxe de vente au détail ou vous adresser au bureau local de la taxe de vente au détail indiqué dans les pages bleues de votre annuaire téléphonique.

La somme des montants déclarés dans les annexes doit correspondre au total du remboursement demandé. Vous devez également présenter avec votre demande d'autres documents, comme des factures ou des chèques oblitérés, ou les conserver en vue d'une vérification. Indiquez sur la demande où il est possible de consulter les dossiers s'ils sont trop volumineux pour y être joints.

- la date de facturation et le numéro de facture;
 - la date du règlement de la facture;
 - le montant du remboursement de taxe demandé;
 - le nom du fournisseur et
 - une description des articles et l'usage qu'on en a fait.
- En ce qui concerne les autres demandes, on n'exige des annexes que si le remboursement porte sur plusieurs articles, auquel cas chaque annexe doit préciser :
- la date du contrat et le prix contractuel;
 - le nom et l'adresse de l'entrepreneur;
 - une description des travaux;
 - le montant des honoraires de l'architecte et de l'ingénieur, s'il n'est pas déjà inclus dans le prix contractuel et les détails du calcul du montant du remboursement demandé.

La demande doit être accompagnée d'une annexe comportant certains renseignements. S'il s'agit d'une demande dont le montant correspond à un pourcentage du prix indiqué dans le contrat, donnez :

Il est important d'y indiquer le numéro d'enregistrement que Revenu Canada Impôt a donné à l'organisme.

La demande doit être accompagnée d'une annexe comportant certains renseignements. S'il s'agit d'une demande dont le montant correspond à un pourcentage du prix indiqué dans le contrat, donnez :

Il suffit de remplir la formule "Demande générale de remboursement de la taxe de vente au détail" que l'on peut se procurer aux bureaux de la taxe de vente au détail.

à mesure que les travaux progressent.

Lorsqu'un contrat comportant la main-d'œuvre et les matériaux prévoit le versement de paiements au prorata des travaux à l'entrepreneur, l'organisme peut soumettre périodiquement des demandes de remboursement au fur et à mesure que les travaux progressent.

C'est le corps dirigeant de l'organisme qui doit faire la demande de remboursement.

MARCHE À SUIVRE

versement indiqué dans le contrat.

Si les travaux ont été effectués par un entrepreneur qui a fourni la main-d'œuvre et les matériaux, la demande de remboursement doit **parvenir** à la Direction de la taxe de vente au détail **dans les trois années suivant le dernier** versement indiqué dans le contrat.

Si c'est l'organisme qui a acheté les matériaux, la demande de remboursement doit **parvenir** à la Direction de la taxe de vente au détail **dans les trois années suivant le paiement de la taxe.**

La Loi sur la taxe de vente au détail stipule un délai pour le dépôt des demandes de remboursement.

DÉLAIS POUR FAIRE UNE DEMANDE DE REMBOURSEMENT

- pour toutes les constructions, y compris les routes, multipliez par 3,4 %.
- Travaux donnés à contrat et achevés après le 1^{er} mai 1988 :
- pour les autres constructions, multipliez par 2,95 %.
 - pour les routes, multipliez par 2,6 %;
- Travaux donnés à contrat et achevés avant le 2 mai 1988 :
- Le remboursement est calculé en appliquant les pourcentages suivants au prix contractuel total après en avoir déduit les frais non admissibles mentionnés à la page précédente.



Organismes religieux et de bienfaisance

Remboursements

Révisé
août 1990

131F

OBJET DE CE GUIDE

Ce guide contient de l'information sur les remboursements de la taxe de vente au détail que peuvent obtenir les organismes religieux ou de bienfaisance qui font construire ou réparer des biens immobiliers.

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

Pour avoir droit à un remboursement, un organisme religieux ou de bienfaisance doit être inscrit en vertu de l'alinéa 110 (8) c) de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et avoir reçu un numéro d'enregistrement de Revenu Canada

Impôt.

Les organismes qui répondent à ces critères peuvent obtenir un remboursement de la taxe sur les matériaux qui deviennent partie intégrante d'un bien immobilier, c'est-à-dire qui ont servi à l'édification ou à la réparation d'un

immeuble ou d'autres constructions de ces organismes.

Un organisme admissible **ne peut pas** obtenir de remboursement de taxe pour les travaux portant sur :

- une université ou un collège communautaire;
- une école subventionnée par les deniers publics;
- un hôpital ou une résidence d'infirmiers ou d'infirmières ou
- un immeuble ou une construction dont une municipalité ou le conseil local d'une municipalité est le propriétaire ou a le contrôle.

CALCUL DU REMBOURSEMENT

Travaux effectués par des membres

Un organisme admissible qui achète les matériaux et fait faire les travaux par ses membres peut obtenir un remboursement de la taxe qu'il a payée sur les matériaux intégrés au bien immobilier.

Contrats d'exécution des travaux seulement

Un organisme admissible qui achète les matériaux et fait faire les travaux par un entrepreneur peut obtenir un remboursement de la taxe qu'il a payée sur les matériaux intégrés au bien immobilier.

Contrats matériaux inclus

Un organisme admissible qui fait faire des travaux de construction ou de réparation par un entrepreneur qui fournit la main-d'œuvre et les matériaux peut obtenir un remboursement pour un certain pourcentage du prix contractuel total. Les honoraires de l'architecte et de l'ingénieur peuvent être ajoutés au prix contractuel, à moins d'y être déjà inclus. Par contre, les frais suivants **ne doivent pas** être inclus dans ce montant et, s'ils sont déjà compris dans le prix contractuel, doivent en être soustraits :

- terrain et aménagement/amélioration d'un terrain;
- valeur de la garantie de bonne fin;
- location de matériel;
- installations temporaires;
- permis de construction;
- démolition;
- matériel aéroportant ou
- fabrication, installation ou réparation de vitreaux.